

Le rôle de l'Union européenne dans la lutte contre la déforestation importée

Déclaration du Groupe Professions libérales

Chacun d'entre nous, à travers ses modes de consommation et ce, de façon plus ou moins consciente, contribue à la déforestation galopante qu'est en train de subir notre planète.

Chaque année, 13 millions d'hectares de forêts disparaîtraient à travers le monde en raison de la surexploitation forestière, de la conversion des forêts au profit de plantation de palmiers à huile, de cacaotiers, du développement de cultures destinés aux agrocarburants, d'exploitations minières ou encore de grands projets d'infrastructures.

L'avis nous rappelle que l'Union européenne, en important des produits tels que l'huile de palme, pâte à papier, viande, soja, cacao, maïs, bois, caoutchouc, y compris sous la forme de produits ou de services transformés, se rend complice de cette déforestation en étant à l'origine de plus d'un tiers de la déforestation importée au niveau mondial.

Certaines initiatives d'État membres peuvent aussi avoir des effets délétères en favorisant, par exemple, une consommation excessive et mal gérée de produits forestiers. Cela risque d'être le cas, par exemple, pour la France, avec la future Règlementation environnementale RE 2020 en préparation qui impactera demain, tous les projets de construction. Celle-ci prendra en compte le stockage temporaire des produits biosourcés lors de l'analyse du cycle de vie des bâtiments ; elle encouragera la surconsommation de produits forestiers qui risque, à terme, de participer à de nouvelles déforestations.

L'avis souligne, à juste titre, les nombreux engagements à l'échelon mondial et européen sans effectivité notoire et préconise de nombreuses pistes d'amélioration s'articulant autour de trois axes indissociables :

- Réformer les filières économiques à risque de déforestation importée ;
- Renforcer la coopération avec les États tiers producteurs et les acteurs locaux ;
- Renforcer la cohérence des politiques européennes.

Pour le groupe des professions libérales, les préconisations de l'avis répondent de façon équitable et durable au défi de la déforestation importée, en s'efforçant de reconnaître les besoins des populations locales et des pays producteurs.

Consommateur sensibilisé, informé, chacun d'entre nous, a les moyens de lutter, à son échelle, contre cette déforestation importée en changeant ses comportements. Preuve en est : 41 chaînes de distribution britanniques ont adressé la semaine dernière une lettre ouverte aux parlementaires brésiliens en les menaçant de boycotter les biens produits au Brésil si un projet de Loi risquant de favoriser la déforestation de l'Amazonie était adopté.

Pour toutes ces raisons, et parce que la déforestation est une menace qui pèsent sur l'humanité et notre planète, le groupe des professions libérales a voté l'avis.